



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

28 octobre 2004

Volume 3, Numéro 10

### LIGNE DE FOND ..... 1

#### *Les consultations sur les textiles dans l'impasse . 1*

#### *Une réunion informelle sur l'agriculture met à nu les divergences entre les membres ..... 3*

### NOUVELLES DE L'OMC ..... 5

#### *Accès aux médicaments : l'Union Européenne met en œuvre l'accord de l'OMC d'août 2003 ..... 5*

#### *Le Rapport final du Groupe Spécial sur le Sucre publié ..... 5*

### SUR LE FIL ..... 7

#### *OGM en Afrique de l'Ouest : après les Américains, la firme suisse Syngenta fait la promotion du coton transgénique..... 7*

#### *L'UE présente son Système Général de Préférences (SGP) révisé ..... 8*

#### *La Conférence Ministérielle de l'OMC à Hong Kong agendée ..... 10*

### EVÈNEMENTS ..... 10

### PUBLICATIONS ..... 12

### LIGNE DE FOND

#### **Les consultations sur les textiles dans l'impasse**

Une réunion informelle du Conseil du commerce des marchandises de l'OMC, tenue le 26 octobre, s'est terminée par un débat animé aboutissant à une impasse, les Membres n'ayant pu convenir de mesures pour prendre en compte les préoccupations découlant l'impact négatif de l'élimination des contingents sur les textiles et les vêtements. A la suite de la réunion, le président du Conseil du commerce des marchandises, Choi Hyuck (Corée du sud) a déclaré qu'il n'y avait pas eu d'accord sur une initiative de dix pays en développement portant sur des mesures d'ajustement. Il poursuivrait néanmoins des consultations avec les membres sur la question et ferait rapport à la réunion formelle du Conseil du commerce des marchandises, le 11 novembre.

Le commerce international des textiles et des vêtements est régi depuis près de 50 ans par un système de contingents qui doit être supprimé fin 2004. Si la plupart des pays reconnaissent le potentiel économique offert à long terme par la libéralisation des échanges dans ce secteur, il y a de fortes préoccupations concernant le fait que la libéralisation abrupte à la fin de l'année lèsera les pays les moins avancés (PMA), les pays vulnérables et d'autres petits pays en développement qui ont investi dans ce secteur dans le cadre de l'accès aux marchés régi par des contingents. La réunion informelle du 26 octobre a été convoquée à la suite d'une demande émanant du Bangladesh, de Fidji, de Madagascar, de Maurice, de la République dominicaine, de l'Ouganda et du Sri Lanka (G/C/W/496), lors de la

réunion du Conseil du commerce des marchandises, le 1er octobre demande par la suite appuyée par la Jamaïque, le Népal et la Mongolie.

#### **La Turquie présente des mécanismes d'ajustement**

A la suite du rapport annuel de l'Organe de supervision des textiles (G/L/700) et de la réunion du Conseil du commerce des marchandises du 25 octobre, la réunion informelle du 26 octobre a examiné une communication de la Turquie (G/C/W/497) - qualifiée de " provocante " par certains Membres - qui tentait de présenter des options concrètes pour résoudre les problèmes d'ajustement posés par l'élimination progressive des contingents sur les textiles et les vêtements. Selon la Turquie, les pays Membres de l'OMC " ont la responsabilité de prendre en compte les préoccupations justifiables des pays en développement et des PMA concernant la viabilité de leur croissance économique et de ses principales composantes telles que les exportations de textiles et de vêtements. "

Des pays ont avancé un certain nombre de causes de préoccupation concernant les effets de l'élimination progressive des contingents sur l'avenir des exportations de leurs industries locales de textiles et de vêtements. La communication de la Turquie notait qu'en 2002, lorsque plusieurs produits textiles et vêtements furent supprimés des contingents, la part des produits chinois sur le marché américain s'était élevée jusqu'à 800% et le prix unitaire avait chuté de près de 60% dans les catégories libéralisées. Un rapport récent de l'OMC a également prévu que la Chine et l'Inde rehausseraient leur part de marché de manière spectaculaire en 2005. En outre, l'Accord sur les textiles et les vêtements a été structuré pour permettre une suppression progressive des contingents sur une période de 10 ans afin que les pays développés comme les pays en développement soient en mesure de restructurer leurs marchés progressivement. La majeure partie du commerce de produits ayant une valeur marchande dans les pays en développement avait été cependant repoussée vers la libéralisation de 2005, de sorte que la plus grande part de l'élimination des contingents surviendra à la fin de

cette année, plutôt que progressivement sur la période de 10 ans comme initialement prévu. La communication turque laisse entendre que dans de nombreux pays en développement, le secteur est la principale source de recettes d'exportation, pouvant représenter " jusqu'à 90% des exportations manufacturières. " En Turquie, c'est l'industrie la plus importante, représentant 22,6% de la production manufacturière.

Selon la Turquie, " il est évident qu'il existe des règles pour protéger les marchés intérieurs contre les pratiques commerciales déloyales. De même, il y a la nécessité impérieuse de mettre en place de tels mécanismes pour protéger les parts de marchés des pays en développement dans leurs marchés d'exportation. " Pour commencer le dialogue sur des solutions possibles, la Turquie a cité des options allant " d'une mécanisme de supervision qui se concentrera sur la menace de distorsion des marchés " à un " mécanisme de sauvegarde singulier doté d'une structure de déclenchement automatique ". La Turquie a proposé ces solutions pour tenter de faire démarrer les discussions sur les mécanismes d'ajustement, mais la réaction des autres Membres aux mesures suggérées a été plutôt négative.

La Chine et l'Inde ont réagi de manière critique à cette proposition, en déclarant que la libéralisation totale du secteur international des textiles et des vêtements fixée à la fin de cette année sera une réalisation majeure de l'OMC, dans l'intérêt des pays en développement. Les deux pays ont noté que l'on pourrait répondre aux problèmes d'ajustement en encourageant les producteurs de textiles des pays en développement à investir dans le secteur des textiles, en améliorant l'application des règles d'origine préférentielles dans les grands pays importateurs et en garantissant une plus grande cohérence avec des institutions telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale dans l'appui à l'ajustement.

#### **La Commission européenne présente un plan sur les textiles et les vêtements**

Auparavant, la Commission européenne avait diffusé, le 13 octobre, une communication

présentant un plan en sept étapes pour rehausser la compétitivité de l'industrie textile européenne préalablement à la suppression des contingents pour les textiles à l'OMC, avant le 1er janvier 2005. S'appuyant sur un rapport de juin 2004 d'un Groupe de haut niveau de l'UE pour les textiles et les vêtements, le plan propose plusieurs mesures visant à garantir la compétitivité durable et l'ajustement des secteurs européens des textiles et des vêtements. Selon la communication, la recherche et l'innovation dans le secteur doivent être renforcées pour " permettre une percée technologique pour la fabrication de vêtements et le développement de procédés d'éco-efficience, des produits à forte valeur ajoutée et des marchés associés ayant un potentiel de croissance. " Les six autres étapes portent sur la nécessité d'assurer l'éducation tout au long de la vie et la formation professionnelle, la création d'un fonds de réserve au sein des Fonds structurels européens pour couvrir les crises imprévues dans le secteur, la garantie des droits de propriété intellectuelle dans le domaine pour empêcher la contrefaçon et le piratage, et l'ouverture des marchés.

Aux fins de l'Accord sur les textiles et les vêtements signé dans le cadre du Cycle d'Uruguay de 1986-1995, tous les contingents dans le commerce international des textiles et des vêtements doivent être supprimés le 1er janvier 2005. La communication de la Commission propose la mise en place rapide de la zone de Libre-échange pan euro-méditerranéenne comme élément essentiel de la stratégie européenne sur les textiles, car ceci permettrait au secteur de maintenir les avantages en matière de coûts, de qualité et de proximité. Dans le même temps, la Commission note que les préférences tarifaires seront probablement érodées par la libéralisation et donc que " des réponses alternatives aux préoccupations des pays en développement fortement tributaires des exportations de textiles et de vêtements pourraient également être développées. " Cette déclaration, qui appuie la proposition du 7 juillet de la Commission visant à concentrer les avantages du système généralisé des préférences (SGP) sur les pays qui en ont le plus besoin, appuiera probablement les préoccupations

des petits pays tributaires des textiles qui invitent vivement l'OMC à prendre en considération leurs besoins d'ajustement. Les critiques laissent entendre que le régime post-contingents du commerce des textiles et des vêtements aura simplement recours à de nouvelles formes d'obstacles au commerce, telles que des règles d'origine complexes, les sauvegardes, des accords régionaux tels qu'Euro-Méd, les prescriptions en matière de proximité et la hausse des barrières douanières.

La Communication de l'UE " Textiles et vêtements après 2005 - recommandations du Groupe de haut niveau pour les textiles et les vêtements " et le document de travail qui y est joint peuvent être consultés.

---

### **Une réunion informelle sur l'agriculture met à nu les divergences entre les membres**

Les membres de l'OMC se sont réunis le 25 octobre, en séance informelle au Comité de l'agriculture, pour tenter de convenir de la marche à suivre pour la poursuite des négociations agricoles. Présidée par le Vénézuélien Roald Laperre, cette réunion qui a vu la participation de la quasi-totalité des groupes les plus en vue dans les pourparlers sur l'agriculture ( UE, G20, G10, G33 et groupe Africain) et a été l'occasion pour les membres de s'entendre sur les questions techniques qui doivent être abordées, par ordre d'importance, dans les prochaines sessions de négociation. En dépit des efforts pour parvenir à un consensus, d'importantes divergences ont été perçues. Celles-ci se sont manifestées à propos des priorités et de l'intérêt que chaque membre accorde à tel ou tel aspect des négociations.

### **Les pays en développement mettent en avant le soutien interne et les subventions à l'exportation**

Deux des trois piliers de l'Accord sur l'agriculture - soutien interne et concurrence à l'exportation - sont apparus comme une priorité pour un grand nombre

de pays en développement. En tout cas, nombre d'entre eux ont fait savoir qu'ils comptaient attendre de voir les concessions que les pays développés étaient effectivement prêts à faire sur ces questions cruciales avant de se décider à aborder d'autres sujets tels que le Mécanisme et de sauvegarde spécial (système de protection contre les poussées d'importation), sujet sur lequel d'ailleurs les pays en développement paraissent divisés. Les Philippines par exemple ont fait part de leur préférence pour les MSS tandis que le Costa Rica veut quant à lui mettre en avant les produits tropicaux. Mais au delà de ces positions, la réunion a montré que dans le fond, les pays en développement restent préoccupés par tous les trois piliers de l'accord sur l'agriculture et qu'ils souhaiteraient les voir traiter avec le même intérêt dans les prochaines sessions.

Le Groupe de Cairns a fait savoir que ses priorités portent sur des questions telles que la progressivité des droits, les contingents tarifaires, la conversion des droits non ad valorem en droits ad valorem (basé sur la valeur des importations), les crédits à l'exportation, la période de base pour la boîte "bleue" et la révision des critères de la boîte verte. En ce qui concerne la conversion des droits non ad valorem en droits ad valorem, des sources ont indiqué que la méthodologie proposée est celle qui est employée dans le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). Jusqu'ici, les droits non ad valorem prédominent dans la liste des droits sensibles soumise par les pays développés. Leur conversion devrait, selon des sources, rendre les mécanismes de protection en vigueur dans ces pays plus transparents.

#### **La Commission européenne propose les indications géographiques et les taxes différentielles à l'exportation**

La CE a proposé des négociations en deux phases. Dans un premier temps, les membres s'occuperont de sujets tels que la révision de la boîte verte, les crédits à l'exportation, l'aide alimentaire et les entreprises commerciales d'Etat, ainsi que la conversion des droits non ad valorem et le Mécanisme de sauvegarde spéciale. Dans une

seconde phase de négociation, les membres pourraient se pencher sur les "nouveaux sujets" : les contingents tarifaires dans le cadre de l'accès aux marchés ; les périodes de base et les "de minimis" pour les pays en développement dans le cadre des soutiens internes ; et les taxes différentielles à l'exportation (qui sont censées encourager la transformation) dans le cadre de la concurrence à l'exportation. La CE a proposé en outre de prendre en compte la question du traitement spécial et différencié.

Si les propositions de la CE ont abordé de nombreuses questions, certaines n'ont pas manqué de susciter la surprise de certains membres. La suggestion consistant à aborder la question des indications géographiques et des taxes différentielles à l'exportation a été fermement rejetée par des membres qui ont fait valoir que ces sujets ne font pas l'objet d'accord et doivent rester hors du cadre de négociation. Le représentant européen a cependant rétorqué que ces sujets sont bel et bien contenus dans la décision du 1er août dernier, notamment dans la rubrique "nouvelles questions", aux paragraphes 49 et 50.

#### **Le G20 se réunit pour harmoniser sa position**

Le G20a tenu une réunion le 21 octobre à Genève et a décidé de mettre sur la table plusieurs documents d'ici la fin de l'année. Ces documents devraient traiter, entre autres, deux sujets majeurs abordés dans la décision du 1er août que sont la révision des critères de la boîte verte et le traitement de la question des produits sensibles en rapport avec les engagements de réduction tarifaire. Le groupe devrait aussi aborder la question de la réduction dans les programmes de soutien domestiques au titre de la boîte bleue.

La prochaine réunion du Comité de l'agriculture est prévue les 15 - 19 novembre et 13 - 17 décembre prochains.

## **NOUVELLES DE L'OMC**

### **Accès aux médicaments : l'Union Européenne met en œuvre l'accord de l'OMC d'août 2003**

La commission européenne a publié le 29 octobre un projet de règlement qui devrait permettre aux industriels européens de produire et d'exporter des médicaments génériques pour traiter les grandes pandémies (Sida, Malaria, tuberculose etc.) dans les pays en développement, conformément à l'accord obtenu à l'OMC en août 2003, après un long processus de négociation. Désormais, les pays européens peuvent octroyer des " licences obligatoires " à leur fabricants pour la production de médicaments générique en faveur des pays n'ayant pas de capacité de fabrication eux-mêmes. Chaque pays destinataire des médicaments doit cependant prouver son " besoin " et notifier à l'OMC sa demande du médicament couvert par la licence.

Le projet de règlement n'impose aucune autre restriction quant aux médicaments et aux maladies couvertes. Mais pour s'assurer que les médicaments parviennent aux patients qui en ont besoin et protéger les titulaires des brevets, les autorités douanières sont invitées à éviter la réimportation vers l'UE des médicaments produits dans le cadre du système. De plus un mécanisme d'étiquetage et d'emballage identifiant clairement la destination des médicaments est mis en place.

La plupart des législations nationales en vigueur en Europe n'autorisent pas les licences obligatoires à l'exportation puisque, jusqu'à un passé récent, l'accord sur les ADPIC de l'OMC ne prévoyait les licences obligatoires que " principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur ". Dans la déclaration de Doha sur le commerce et la santé adoptée en novembre 2001, les membres de l'OMC ont décidé d'interpréter le paragraphe 6 de la déclaration de la façon la plus souple et la plus favorable possible pour résoudre les difficultés que pourraient rencontrer les pays en développement

dépourvus de capacité de production manufacturière.

En théorie, l'accord d'août 2003 est simple à utiliser. Il s'agit pour un pays concerné de notifier sa demande à l'OMC et ensuite de faire jouer la concurrence mondiale entre les fabricants pour bénéficier d'avantages sur les prix et les quantités. Un pays comme le Mozambique a déjà engagé cette procédure.

En raison de nombreuses divergences dans les conditions d'application de cet accord, son adoption définitive et son insertion dans le corpus juridique de l'OMC n'est toujours pas effective. En juin dernier, les membres avaient décidé de renvoyer l'adoption à fin mars 2005.

Mai en dépit de ce report, de plus en plus de pays dont le Canada, la Suisse, la Norvège et maintenant l'UE sont en train de changer leur législation nationale pour la conformer à l'accord de l'OMC. Les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne ont déjà accordé des dérogations systématiques qui leur permettent en l'état actuel des choses d'octroyer des licences obligatoires.

Sources: AFP, Passerelles, Commission européenne

---

### **Le Rapport final du Groupe Spécial sur le Sucre publié**

Le 15 octobre dernier, le Groupe Spécial de l'OMC sur les subventions accordées aux producteurs européens de sucre a rendu public son rapport final. Ce rapport a confirmé les conclusions du rapport préliminaire dont quelques éléments s'étaient ébruités.

[http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/04-09-16/story1.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-09-16/story1.htm)

Le groupe spécial a conclu que les Communautés européennes subventionnent les exportations de sucre au-delà du niveau formellement notifié à l'OMC, et en violation des dispositions de l'accord sur l'agriculture. Le groupe spécial a aussi

considéré que les exportations de sucre bénéficiant de subventions sont au-delà de ce qu'il leur est légalement admis à l'OMC.

### **Les exportations de (sucre C) bénéficient bel et bien de subventions**

Les plaignants avaient formulé une réclamation concernant l'exportation de "sucre C" qui est hors quotas. Ils ont soutenu que ces exportations étaient subventionnées du fait de subventions croisées avec les recettes tirées de la production relevant des quotas A et B. Le Brésil avait soutenu que le "sucre C" "ne pouvait être commercialisé sur le territoire douanier de l'UE" et que les bénéfices (de l'UE) provenaient donc d'autres facteurs, comme "les tarifs douaniers élevés, le soutien interne basé sur des prix d'intervention et les subventions directes à l'exportation".

Les Communautés Européennes ont soutenu l'argument contraire en faisant valoir que les exportations de "sucre C" ne bénéficient pas de subventions à l'exportation et que cette réclamation se fonde notamment sur une interprétation erronée des dispositions de l'OMC concernant les subventions aux exportations de produits agricoles et est contraire à l'obligation d'être de bonne foi.

En fin de compte, le Groupe Spécial a conclu que les exportations de sucre communautaire produit hors quota (sucre C) bénéficient effectivement de subventions à l'exportation. L'interprétation erronée dont se prévaut l'Union Européenne et le fait que les plaignants en fussent toujours conscients sans prendre de mesures appropriées ne leur enlèvent pas le droit de s'en plaindre en temps opportun, selon le raisonnement du Groupe Spécial.

### **Sucre de ACP et Inde : la note de bas de page sur le calendrier de l'OMC n'a pas de valeur juridique obligatoire**

Outre la réclamation sur le sucre C, une seconde demande concernait les restitutions à l'exportation de 1,6 million de tonnes de sucre, correspondant à des importations communautaires préférentielles en provenance des pays ACP et de l'Inde. Les plaignants ont soutenu que l'Union européenne ne

respecte pas l'engagement qu'elle a pris de réduire ses subventions aux exportations, et qu'elle viole l'accord OMC. L'Union européenne soutient pour sa part que les exportations d'équivalent sucre des pays ACP et de l'Inde sont parfaitement conformes au calendrier des engagements et aux dispositions de l'OMC concernant les subventions aux exportations des produits agricoles, dans la mesure où une note de bas de page de son document d'engagement excluait le 1,6 millions tonnes dont il est question. Dans ses conclusions, le Groupe Spécial a noté que la note de bas de page n'avait pas de valeur juridique et ne pouvait pas modifier les engagements contenus dans le document de base de l'Union Européenne. Le Groupe Spécial a par ailleurs refusé de tenir en considération les demandes formulées au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dans la mesure où les dispositions de l'accord sur l'agriculture ont suffi à résoudre le différend et que les plaignants n'avaient pas bien argumenté leurs demandes au titre de cet accord.

### **Tierces parties élargies et Amicus Curia Brief**

Dans le processus de règlement des différends sur le sucre, le Groupe Spécial a accordé des droits de tierces parties élargis à tous les Membres Tierces parties, allant même au-delà de ce qui est habituellement prévu par l'Organe de règlement des Différends. Cependant, il a refusé de donner suite à une position écrite sous forme de amicus curiae brief d'une association représentant des producteurs de sucre allemands Wirtschaftliche Vereinigung Zucker (WVZ). Bien que le Groupe Spécial ait autorisé les parties à faire des commentaires sur le document, il a décidé de ne pas en tenir compte du fait qu'il a été soumis en retard et qu'il était basé sur des informations confidentielles fournies par le Brésil.

### **Quelques réactions des protagonistes**

Dans un communiqué de presse distribué sur le jour de la publication officielle du rapport sur le sucre (IP/04/1237), l'UE a annoncé son intention de faire appel de la décision. "L'Union respectera ses obligations internationales. En même temps, elle défendra les intérêts légitimes des producteurs



communautaires de sucre et l'accès préférentiel au marché de l'UE dont bénéficient les pays en développement", a déclaré Pascal Lamy, commissaire au Commerce. Pour sa part, Le commissaire à l'Agriculture, Franz Fischler a rappelé que l'Union avait déjà commencé à restructurer "radicalement son régime du sucre (...) pour des raisons internes". "Cette réforme rendra le secteur communautaire du sucre plus compétitif et plus favorable aux échanges", a-t-il conclu. Ce processus prévoyant notamment la réduction des exportations, des subventions et de la production sur quatre ans, doit débiter en juillet 2005, avec une évaluation prévue lieu en 2008.

Quant au Brésil, partie vainqueur au différend, il a affirmé dans un communiqué que "le panel (de l'OMC) a condamné de façon claire et ferme les deux éléments du régime sucrier que le Brésil avait contestés ". Pour rappel, ces deux éléments sont "l'exportation subventionnée d'excédents de production ('sucre C'), et l'exportation subventionnée de sucre en provenance de certains pays de l'ACP "

## SUR LE FIL

### **OGM en Afrique de l'Ouest : après les Américains, la firme suisse Syngenta fait la promotion du coton transgénique**

Environ cent cinquante chercheurs et producteurs de coton de onze pays d'Afrique de l'Ouest et du centre ont pris part du 26 au 28 octobre, à Bobo Dioulasso, Burkina Faso, à une conférence internationale sur le thème de " l'apport de la biotechnologie dans la production cotonnière en Afrique de l'Ouest et du centre " organisée conjointement par la firme helvétique Syngenta et la compagnie Burkinabé Sofitex, première société cotonnière du Burkina Faso.

Le programme de cette conférence, conçu pour persuader les participants africains de l'intérêt qu'ils peuvent tirer de l'utilisation des biotechnologies dans la production et la sélection

semencières a abordé de nombreux sujets allant de " la place du coton africain dans le monde " aux " bénéfices attendus de l'introduction du coton transgénique en Afrique. Après cette conférence, le Burkina Faso semble avoir pris une option irréversible pour le développement du coton transgénique, peut-être même pour les OGM plus généralement. L'on se rappelle qu'en juin dernier, le gouvernement américain avait réuni à Ouagadougou quatre chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest et 400 participants pour discuter des voies et moyens de " Maîtriser la science et la technologie en vue d'accroître la productivité agricole ". Même si la prudence affichée alors par les chefs d'Etat est la même que celle d'un bon nombre de délégués parmi ceux invités par Syngenta, le Burkina Faso ne cesse de faire la promotion des OGM à la suite du démarrage des essais transgéniques en 2003. Des essais du *Bacillus thuringiensis* ou coton " BT ", une variété présentée comme plus résistante, sont menés en " champ isolé " par la firme américaine Monsanto et l'Institut National pour l'Environnement et la Recherche Agricole (INERA), tandis que la firme suisse Syngenta mène des essais sur un autre coton transgénique de type " VIP " (Vegetative insecticide proteïne).

### **Le Burkina porte d'entrée des OGM en Afrique de l'Ouest ?**

On peut spéculer à souhait sur les raisons de la réceptivité du Burkina Faso au coton transgénique. Si d'aucun pensent que son retard économique par rapport à d'autres pays de la région en fait le maillon faible incapable de résister longtemps aux appétits des multinationales biotechnologiques du Nord - lesquels s'appuient sur des aides ou des promesses d'aide -, d'autres y voient par contre une stratégie économique clairvoyante des autorités Burkinabé qui, si le transgénique venait à être accepté dans la région, d'une manière ou d'une autre, auraient pris une grande avance sur les autres pays.

Pays sahélien pauvre, où le coton représente 60% des recettes publiques et fait vivre 4 millions de personnes, le Burkina est ainsi en passe de devenir la porte d'entrée du coton transgénique en Afrique

de l'Ouest. Pays frontière situé au centre de l'espace UEMOA, le Burkina devrait ensuite se positionner comme centre de diffusion de semences transgéniques en direction des autres pays. L'option du Burkina est renforcée par l'exemple de l'Afrique du Sud et de l'Egypte où le coton transgénique a connu quelques réussites.

### Réactions mitigées chez les participants

Bien que convaincus de l'économie réalisée par rapport aux traitements insecticides classiques, nombre de participants à la conférence de Bobo ont fait part de leur méfiance, évoquant notamment " d'éventuels effets néfastes " sur " la santé humaine et l'environnement ". Cette méfiance devrait, selon certains, nous éviter de faire un saut dans l'inconnu. Tout en reconnaissant qu'il y a encore beaucoup d'inquiétudes à dissiper, Ibrahim Malloum, Président de l'association cotonnière africaine (ACA) pense toutefois que l'Afrique devrait éviter d'être marginalisée dans un contexte où le coton transgénique continue de se développer.

François Traoré, président des producteurs de coton du Burkina, a tenté lui aussi de cerner les avantages et les inconvénients potentiels du coton transgénique avant de se faire une opinion tranchée. Il a reconnu que " les paysans sont attentifs à toute solution contre les parasites ", mais " attendent d'être rassurés ". Avant d'introduire à grande échelle les cotons transgéniques, il " faut au préalable cerner les inconvénients ", a quant à lui affirmé Germain Ochoy Ochoy, chef du programme coton au Centre national de recherche agronomique (CNRA) de Côte d'Ivoire.

Pour convaincre ses interlocuteurs, le responsable des programmes coton pour l'Afrique, l'Asie et l'Europe à Syngenta, Henri Matray, a affirmé, péremptoire, que " des études ont prouvé que les sous-produits du coton VIP n'ont aucun danger pour l'alimentation humaine ", prenant ainsi par dans le débat non encore tranché qui avait opposé en juin à Ouagadougou partisans et adversaires du coton transgénique. Le sous-secrétaire américain à l'Agriculture, John Penn, avait alors affirmé que les

biotechnologies étaient " un train en marche " et qu'il " faut aller vite "

Le Président Malien Amadou Toumani Touré avait alors répliqué en lui assénant : " la sécurité alimentaire que nous devons assurer à nos populations nous oblige à observer un devoir de précaution ".

---

### L'UE présente son Système Général de Préférences (SGP) révisé

La Commission européenne a adopté, le 20 octobre dernier, une proposition énonçant les détails d'un Système généralisé des préférences européen révisé pour la période 2006-2008. Du fait de l'expiration, le 31 décembre 2005, du plan de dix ans lancé en 1995, Le nouvel SGP, qui s'appuie sur les directives formulées par la Commission en juillet passé, sera à présent envoyé aux Etats Membres de l'UE, au Parlement européen et à son Comité économique et social. En raison de la date limite fixée par l'arbitre de l'OMC au 1er juillet 2005, pour la mise en conformité des Arrangements sur les drogues dans le SGP par l'UE, la Commission espère que le nouveau système sera adopté à temps pour respecter ce délai.

#### Objectifs clés : simplicité, équité

Le nouveau système réduira le nombre d'arrangements SGP, qui passera des cinq programmes actuels à trois. Aux fins des arrangements antérieurs, les pays en développement pouvaient recourir au programme général - visant approximativement 7.000 produits, sur lesquels 3.300 bénéficient d'une accès en franchise de droits et 3.700 (" produits sensibles ") d'une réduction tarifaire de 3,5 points de pourcentage sur les tarifs NPF (NPF moins 20% pour les textiles/vêtements) - ou à des programmes spéciaux en faveur des pays qui encouragent la protection des normes du travail et de l'environnement, qui luttent contre la production et le trafic de drogues ou qui appartiennent au groupe



des pays les moins avancés (PMA) (l'initiative "Tout sauf les armes"). Aux fins du nouveau régime, l'arrangement général restera essentiellement le même (tout en incorporant 300 nouveaux produits), de même que le programme "Tout sauf les armes" en faveur des PMA. Mais les trois programmes restants seront compilés en un seul appelé "SGP+", réservé aux pays qui remplissent les nouveaux critères pour le développement durable et la bonne gouvernance.

### **Introduction du SGP+**

Le programme "SGP+" remplace les trois anciens régimes d'incitation (arrangements portant sur les drogues, les questions sociales et l'environnement) par un nouveau régime unique qui vise environ 7.200 produits pouvant entrer dans l'UE en franchises de droits, en provenance de pays vulnérables acceptant les principales conventions internationales relatives aux questions sociales, aux droits humains, à la protection de l'environnement et à la gouvernance, y compris la lutte contre les drogues. Pour être éligibles, les pays doivent montrer qu'ils sont de très petits bénéficiaires aux fins du SGP, que leurs économies sont faiblement diversifiées et vulnérables, et qu'ils ont ratifié et effectivement mis en œuvre les 16 conventions fondamentales relatives aux droits humains et aux droits du travail, ainsi que 7 conventions (sur 11) relatives à la bonne gouvernance et à la protection de l'environnement. Parmi les conventions sur la liste figurent le Protocole de Kyoto sur le réchauffement global, le Protocole de Carthagène sur les organismes génétiquement modifiés, la Convention sur la diversité biologique, la Convention sur le commerce internationale des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES), ainsi que les conventions contre le travail forcé, le travail des enfants, la discrimination raciale et sexuelle, de même qu'un accord qui défend le droit pour les travailleurs de se syndiquer et mener des négociations collectives.

### **Le nouveau SGP se concentre sur les petits pays en développement**

Pour chaque pays bénéficiaire, le nouveau SGP ne permettra l'éligibilité que pour les groupes de

produits ("sections" du Code de la valeur en douane de l'UE) qui représentent moins de 15% du total des importations des mêmes produits vers l'UE, dans le cadre du SGP, au cours des 3 dernières années consécutives. Pour les textiles, le seuil serait de 12,5%. Cette limitation cherche à permettre une gradation, évaluée tous les trois ans, pour retirer du système SGP les produits les plus compétitifs de bénéficiaires largement concurrentiels sur le marché communautaire et qui n'ont donc plus besoin du SGP pour stimuler leurs exportations vers l'UE. Selon Jo Leadbeater, responsable du bureau plaidoyer UE à Oxfam International, le fait qu'un pays soit soumis à la gradation après avoir compté pour 15% des importations de l'UE en provenance des pays en développement, plutôt que de l'ensemble des importations de l'UE, "signifie qu'un pays en développement peut être retiré du SGP alors qu'il commence à mettre un pied dans le circuit [...] et] ceci injuste et franchement protectionniste." La limitation servira à exclure la plupart des produits chinois, et certainement les textiles et les vêtements, des dispositions du SGP, alors que les exportations indiennes de textiles et de vêtements vers l'UE seront probablement assez substantielles d'ici mi 2005 pour être exclues des produits visés par le SGP. Les nouvelles règles de gradation susciteront probablement des discussions à propos de la différenciation entre pays en développement, une question litigieuse dans les négociations sur le traitement spécial et différencié à l'OMC.

### **Révision des règles d'origine**

Reconnaissant le fait que des règles d'origine rigoureuses empêchent l'utilisation efficace du SGP (qui était à un taux de 52% en 2002), le nouveau plan cherche à recourir au cumul régional, pour que les Membres d'un groupe régional (tel que l'ASEAN ou la SAARC) soient en mesure de combiner pour une meilleure utilisation des préférences. Le cumul d'une région à l'autre sera introduit si des pays intéressés le demandent (ainsi les pays de la SAARC pourraient cumuler avec les règles d'origine de l'ASEAN, par exemple). Toutefois, Oxfam s'est dit déçu du traitement des règles d'origine par l'UE, en déclarant que "la

Commission ne propose guère de changements aux règles existantes. "

En 2003, les importations vers l'UE aux fins du programme SGP représentaient une valeur de près de 52 milliards d'Euros.

### **La Conférence Ministérielle de l'OMC à Hong Kong agendée**

La sixième conférence ministérielle de l'OMC se tiendra à Hong Kong du 13 au 18 décembre 2005. Les Membres espèrent y conclure les négociations sur les modalités d'application de l'Accord cadre du 1er Août dernier. Selon le Directeur de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, il appartient aux Membres de décider du contenu à donner à cette ministérielle au cours d'une prochaine rencontre au printemps de l'année prochaine.

Beaucoup d'espoirs sont fondés dans la recherche de consensus sur les modalités dans l'agriculture et sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Certains observateurs notent cependant que des efforts devraient être faits pour trouver des solutions aux autres thèmes de négociations. Ils notent aussi que l'une des plus sérieuses menaces qui pèsent sur ce processus est la préparation de l'élection du Directeur Général au mois de mai prochain. Les milieux du commerce international sont déjà en effervescence avec les déclarations de candidatures et la fièvre ne risque pas de tomber avec le début des campagnes des différents candidats dès le début de l'année prochaine.

Par ailleurs, selon son directeur Général, l'OMC a l'intention d'organiser une réunion ministérielle restreinte en marge du Forum économique mondial qui se tiendra fin janvier 2005 à Davos (Suisse). "En marge de Davos il y aura plusieurs ministres présents, on aura probablement la possibilité d'organiser une réunion ministérielle informelle avec à peu près 20 à 25 ministres" sur les 148 pays membres de l'OMC, a déclaré M. Supachai. La prochaine édition du Forum se tiendra du 26 au 30 janvier. Une mini-réunion ministérielle de l'OMC,

réunissant une vingtaine de pays, avait déjà eu lieu en marge du Forum 2004. "Il y a des pays qui m'ont indiqué qu'ils sont intéressés à accueillir certaines des mini-ministérielles (suivantes) mais nous devons en parler aux pays membres d'abord", a ajouté M. Supachai.

Ce genre de rencontre restreint suscite le courroux des petits pays qui voient de l'ostracisme dans le fait que n'y seront présents que les grands pays commerçants. Mais Supachai justifie cette initiative par la nécessité de pourvoir au moins faire le point avant de se retrouver à Hong Kong.

Sources : Notes ICTSD, voilà.fr

## **EVÈNEMENTS**

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

### **EVÈNEMENTS À L'OMC**

#### ***Lundi 18 octobre 2004***

10.00 - Organe de règlement des différends

#### ***mardi 19 octobre 2004***

15.00 - Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information

#### ***mercredi 20 octobre 2004***

10.00 - Conseil général

#### ***jeudi 21 octobre 2004***

10.00 - Comité des règles d'origine

**vendredi 22 octobre 2004**

9.30 - Session du Conseil général sur la cohérence  
10.00 - Négociations sur le règlement des différends (Organe de règlement des différends "session extraordinaire")

**ÉVÉNEMENTS AILLEURS**

**14 October** Washington D.C., USA: INTERNATIONAL TRADE RESPONDS TO TERRORISM - HOW CAN SECURITY AND COMMERCE COEXIST? Sponsored by the Washington International Trade association, this event will feature Robert Perez, Director of C-TPAT Office, U.S. Customs and Border Protection, and Department of Homeland Security. Companies participating in the international trade arena -- manufacturers, importers, exporters, transportation providers, and freight forwarders -- have been substantially impacted by the post-9/11 terror-business dynamic, including: terror threats, heightened security, modification of logistics, and new laws and regulations affecting international trade and customs. This panel will address current and proposed government security measures and industry initiatives in light of terror threats. What is the future of trade in the post 9/11 environment? For further information contact WITA, email; Internet; tel: (011) 202-312-1600.

**19 October** Washington D.C., USA: THE INTERSECTION OF TRADE AND CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY. Sponsored by the Washington International Trade Association (WITA), this event will feature Ivvan Viera of the Russell Corporation, Susan Aaronson of the Kenan Institute in Washington, and Richard Feinberg of The Gap. Over the past decade, companies around the world have become increasingly focused on social responsibility issues and concerns. Motivated in part by their many stakeholders - workers, shareholders, customers - and by a growing realization that socially responsible production practices are good for business, the private sector has developed a range of monitors, inspection programs, and codes of conduct to ensure that goods produced around the world are done so in an ethical, legal, and humane

manner. This event will provide an overview of corporate social responsibility issues in context to free trade agreements. For further information contact WITA, email; Internet; tel: (011) 202-312-1600.

**19-21 October** New Delhi, India : Global Forum on International Investment : Investment for Development-Forging Partnerships

The 2004 annual conference of the OECD Global Forum on International Investment (GFII) along with a series of associated events will take place in New Delhi, India, on 19-21 October 2004. The events will be hosted by the Government of India and supported by the Confederation of Indian Industry. Pour plus d'informations :

[http://www.oecd.org/document/56/0,2340,fr\\_2649\\_201185\\_32233656\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/56/0,2340,fr_2649_201185_32233656_1_1_1_1,00.html)

**21-22 Octobre 2004** Business for Development meeting, Manila. Manila, Philippines. Challenges and Options for Government and Business after the WTO Conference in Cancun

For more information on the "Business for Development" initiative, contact Mr. Peter Naray, Senior Adviser on the Multilateral Trading System (E-mail: [Naray@intracen.org](mailto:Naray@intracen.org), Phone: +41.22.7300306, Fax: +41.22.7300576) or Mr. Gustavo Olivares, Consultant (E-mail: [Olivares@intracen.org](mailto:Olivares@intracen.org), phone: +41.22.7300271, Fax: +41.22.7300576).

**24 October to 6 November** Nicoya, Costa Rica: WORKSHOP AND FORUM ON GLOBALISATION AND FOOD SYSTEMS. This scientific workshop and science-policy forum, organised by the IHDP (International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change) and IAI (Inter-American Institute for Global Change Research), will focus on interactions between globalisation and global environmental change, and the implications of these interactions for food systems and food security. For further information contact the IAI, tel: +55-12-3945-6856; fax: +55-12-3941-4410; e-mail; Internet

**25-26 October** Nairobi, Kenya: REGIONAL SEMINAR - CAN AFRICA TRADE HER WAY OUT OF POVERTY? This seminar is organised by CUTS-Centre for International Trade, Economics & Environment (CUTS-CITEE) and Nairobi in partnership with Friedrich Ebert Stiftung. The overall objective of the seminar is to uncover the lessons, ideas and experience in making and implementing those policies that can help reduce poverty in Sub-Saharan Africa. The seminar will provide a platform to different stakeholders to discuss and debate policy issues regarding trade and economic liberalisation and poverty reduction; and prepare an agenda for future activities of the non-state actors in monitoring the trade and economic policy regime and its impact on poverty. For further information, contact: David Maina or Clement Onyango; Telefax +254-20-572790; Email & website

**28 October** New Delhi, India: REVIEW MEETING ON STOCKTAKING OF PROGRESS TOWARDS SUSTAINABILITY: A PILOT STUDY OF INDIAN INITIATIVES. This meeting will be held to review the current findings of the ongoing research project titled 'Stocktaking of Progress towards Sustainability,' implemented by CUTS -- Centre for International Trade, Economics and Environment with the support of the Ministry of Environment and Forests and the Government of India (MOEF, GOI). The above research intends to measure India's progress towards sustainable development by studying the appropriateness of a basket of environmental laws, vis-à-vis the Johannesburg Plan of Implementation and the UN Guidelines for Consumer Protection. For further information contact Rajeev Mathur at Email; Tel: +91.141-228 2821-3, Fax: +91.141-228 2485, Internet.

## PUBLICATIONS

### En français

#### **LA POLITIQUE SOCIALE DANS LE CONTEXTE DU DEVELOPPEMENT**

En étudiant ici les expériences faites en matière de politique sociale par plusieurs vagues de pays d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est qui se sont industrialisés tardivement, l'auteur approfondit plusieurs questions intéressantes sur l'évolution de l'Etat providence. Pourquoi certains de ces pays ont-ils choisi d'adopter assez tôt des mesures de protection sociale? Celles-ci ont-elles été adoptées sur la pression de coalitions sociales ou d'institutions particulières? L'institution de la protection sociale a-t-elle été une initiative fondatrice de l'Etat ou celui-ci a-t-il ainsi tenté d'exploiter ou même de canaliser une capacité administrative déjà en place? Le document s'ouvre sur l'étude de l'Europe du Nord, généralement considérée comme la patrie d'origine de l'Etat providence. Les sections suivantes sont consacrées à l'expérience de l'Asie orientale et de l'Amérique latine, puis à l'évolution récente de la politique sociale en Afrique subsaharienne.

[http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/\(Loo kupAllDocumentsByUNID\)/88C6B1D08524FC0EC1256F1C00404E36?OpenDocument](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/(Loo kupAllDocumentsByUNID)/88C6B1D08524FC0EC1256F1C00404E36?OpenDocument)

**Secrétariat ACP (2003) :** L'Accord de Cotonou. Manuel à l'usage des acteurs non étatiques.

[http://www.acpsec.org/ExternalSheet.aspx?Article FileName=http://www.acp.int/ACPFFiles/2004/nsa\\_users\\_guide\\_fr\\_rev1.pdf&sessLang=2](http://www.acpsec.org/ExternalSheet.aspx?Article FileName=http://www.acp.int/ACPFFiles/2004/nsa_users_guide_fr_rev1.pdf&sessLang=2)

**CNUCED (2004) :** Rapport sur le commerce et développement 2004

<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=5228&intItemID=3236&lang=2&mode=highlights>

**CNUCED (2004) :** World Investment Report 2004. (en anglais seulement)

<http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?docID=5209&intItemID=3235&mode=highlights&lang=2>

**OMC (2004) :** Rapport annuel de l'OMC 2004

Le rapport annuel de l'OMC traite des activités courantes de l'Organisation et donne des renseignements sur sa structure, son personnel et de son budget actuel. Il est publié au premier semestre de chaque année.

[http://www.wto.org/french/res\\_f/booksp\\_f/anrep\\_f/anrep04\\_f.pdf](http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/anrep04_f.pdf)

**OMC :** The Global Textile and Clothing Industry post the Agreement on Textiles and Clothing

Le présent document évalue l'incidence probable de la libéralisation des échanges dans le secteur des textiles et des vêtements, avec la fin des contingents d'importation, le 1er janvier 2005, quand le secteur sera assujéti aux règles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

[http://www.wto.org/english/res\\_e/booksp\\_e/discussion\\_papers5\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers5_e.pdf)

**OMC :** The Role of Export Taxes in the Field of Primary Commodities

Le présent document examine les effets économiques d'une taxe à l'exportation sur les prix des produits de base et le volume des exportations. Il examine comment la richesse résultant d'une taxe à l'exportation est redistribuée entre les consommateurs et producteurs nationaux et étrangers et le gouvernement, et les effets d'une taxe à l'exportation utilisée comme instrument de politique commerciale pour améliorer les termes de l'échange des pays en développement, favoriser la diversification économique et aider les pauvres. [http://www.wto.org/english/res\\_e/booksp\\_e/discussion\\_papers4\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers4_e.pdf)

**FAO :** La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-04

La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-04 examine dans quelle mesure les biotechnologies agricoles - notamment les cultures transgéniques - peuvent contribuer à satisfaire les besoins des plus démunis. La conclusion est que les biotechnologies agricoles sont capables de réduire la dépendance à l'égard de produits chimiques toxiques employés en agriculture, de réduire les coûts de production pour les agriculteurs, d'améliorer la teneur nutritive des aliments et d'améliorer l'efficacité la lutte contre les maladies végétales et animales. Ces progrès peuvent accroître fortement la productivité agricole et réduire le prix des aliments, mais le risque est qu'ils ne parviennent pas jusqu'aux pauvres. La

publication analyse également les incidences socio-économiques des changements technologiques dans l'agriculture et passe en revues les données actuellement disponibles sur la sécurité des cultures transgéniques pour la santé humaine et l'environnement. Elle recommande des investissements ciblés dans la recherche et la vulgarisation agricoles, ainsi que dans la capacité de réglementation de ce secteur, pour faire en sorte que le potentiel des biotechnologies agricoles puisse être mis à profit pour satisfaire les besoins des pauvres.

<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

**FAO :** Donner du pouvoir aux petits agriculteurs. Manuels sur la formation de groupements de producteurs (CD-ROM)

Les organisations rurales réalisent concrètement le développement rural. La FAO a publié depuis le début des années 90 une série de manuels de formation couvrant une large gamme de sujets, allant de la formation des groupes d'entraide ou la gestion des entreprises, jusqu'au développement et au financement des coopératives rurales et aux méthodes d'introduction des approches de groupe dans les projets d'investissement rural à grande échelle. Le présent CD-ROM multilingue rendra la collection complète de ces manuels accessibles à tout utilisateur de PC disposant d'un lecteur de CD-ROM et d'une imprimante. Ces directives sont destinées aux décideurs politiques des gouvernements, aux ONG et aux agents de terrain intéressés ou engagés dans la promotion des groupes de producteurs ou des coopératives pour un développement durable dans les pays en développement.

<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

**OCDE:** Biomass and Agriculture: Sustainability, Markets and Policies <http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-bin/OECDBookShop.storefront/>

## En anglais

### ***ECONOMIC DEVELOPMENT IN AFRICA: DEBT SUSTAINABILITY, OASIS OR MIRAGE?***

Debt sustainability is basically a relative concept. The questions that beg for a response are: what level of debt is sustainable for countries in which the vast majority of the population lives on under \$1 a day per person? Have debt sustainability criteria been based on internationally recognized benchmarks such as those of the MDGs, or on objectively and theoretically verifiable criteria? What is the relationship between Africa's total external debt stocks and the actual amount of debt serviced? Is complete debt write-off a moral hazard or a "moral imperative"? The current study tries to put these and other related issues in perspective and makes a number of recommendations on how to deal with Africa's debt overhang, either through the adoption of new approaches or a major revision and improvement of present debt relief policies.

<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=5457&intItemID=2068&lang=1>

***Social learning and sustainability science: which role can stakeholder participation play?*** in INTERNATIONAL JOURNAL OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT 7 (2, 2004), pp 146-163. By Bernd Siebenhuner. Claims for the involvement of societal stakeholders in processes of knowledge generation abound in discussions about sustainability science and new modes of scientific research. Their participation is seen as a means for empowerment and education as well as for increasing the legitimacy of scientific research. In addition, proponents of sustainability science regard stakeholder participation as a way to integrate municipalities, interest groups, industry, and environmentalist groups into both the generation of knowledge and its practical implementation. The paper gives an account of a number of these experiences and analyses these procedures in the light of criteria derived from the discussions around sustainability science. It is the objective of the paper to deduce lessons for future approaches to participation in sustainability science.

***"World globalization, sustainable development and scientific cooperation"*** in INTERNATIONAL JOURNAL OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT 7 (2, 2004), pp 99-120. By Jean-Claude Bolay. Development-related questions have been raised periodically for over forty years. Development cooperation, in its turn, is also controversial, especially since its role is to make good intentions real, i.e. transform them into projects, programmes and other policy instruments generating investments that are much more pertinent than mere declarations of intent. Starting from an overview of the links between the profit-oriented trends of the globalisation process, and the non-profit aims pursued by the "development cooperation world", this article outlines the specific role that the scientific community plays or will have to play in international exchanges in order to steer the fundamental changes that contemporary societies are going through for the benefit of the greatest number.

***"Policies on managing risk in agricultural markets"*** in WORLD BANK RESEARCH OBSERVER 19 (2, 2004), pp 199-230. By Donald F. Larson, Jock R. Anderson, and Panos Varangis. Over the past dozen years, policymakers have largely abandoned long-standing popular approaches for addressing risk in agriculture without fully resolving the question of how best to manage the negative consequences of volatile agricultural markets. The article reviews the transition from past policies and describes current approaches that distinguish between the trade-related fiscal consequences of commodity market volatility and the consequences of price and production risks for vulnerable rural households and communities. The benefits and limitations of market-based instruments are examined in the context of risk management strategies, and innovative approaches to extend the reach of risk markets are discussed.



**"Much ado about nothing? Do domestic firms really benefit from foreign direct investment?"** in WORLD BANK RESEARCH OBSERVER 19 (2, 2004), pp 171-197. By Holger Gorg and David Greenaway. Governments the world over offer significant inducements to attract investment, motivated by the expectation of spillover benefits to augment the primary benefits of a boost to national income from new investment. There are several possible sources of induced spillovers from foreign direct investment. This article evaluates the empirical evidence on productivity, wage, and export spillovers in developing, developed, and transition economies. Although theory can identify a range of possible spillover channels, robust empirical support for positive spillovers is at best mixed. The article explores the reasons and concludes with a review of policy aspects.

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/>  
*PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE ([dieye3@hotmail.com](mailto:dieye3@hotmail.com)), El Hadji Abdourahmane DIOUF ([ediouf@ictsd.ch](mailto:ediouf@ictsd.ch)) Bathie Ciss ([cissbathietc@yahoo.fr](mailto:cissbathietc@yahoo.fr)) et Josiane Ramos ([jramos@ictsd.ch](mailto:jramos@ictsd.ch)).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch). Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch). Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe